



les luttes ouvrières en Italie et le mouvement politique de Masse

PINO FERRARIS

Plutôt que de vouloir théoriser le « **mouvement politique de masse** », il me semble plus utile de mettre en évidence, à partir d'une expérience de lutte, concrète et vécue, quel processus d'agitation sociale est engendré par le niveau actuel des contradictions du capitalisme. Ces luttes ne sont ni linéaires, ni homogènes, mais elles révèlent dans leur contenu, dans leurs méthodes, dans leurs formes d'organisation, les tendances fondamentales qui orientent l'irruption des masses exploitées sur la scène politique et qui révèlent le rôle de la classe ouvrière en tant que moteur central et fondamental.

Il s'agit d'étudier comment les revendications de masse sont sorties du domaine acceptable pour l'entreprise et plus généralement pour la structure économique capitaliste. Il s'agit de préciser comment, par suite de la nécessaire brutalité de l'affrontement au cours de ces luttes sociales, on en est venu à refuser de respecter les limites d'une « collaboration conflictuelle » raisonnable, définie par les institutions. A ce stade de la lutte de classe, le mouvement éprouve presque comme une loi interne, la nécessité vitale de développer des organes qui sont l'expression de l'autonomie de la classe et de son pouvoir.

Parallèlement au développement d'un mouvement de masse qui détruit les marges de manœuvre et les règles du système, ces luttes se traduisent évidemment par de vives tensions avec les organisations historiques du mouvement ouvrier. L'opposition des partis et syndicats s'inscrit en effet dans les règles du jeu institutionnel ; ils croient pouvoir améliorer le sort des masses par la revendication syndicale ou le réformisme parlementaire ; ils respectent le caractère immuable des rapports d'exploitation et de domination. Le mouvement politique de masse au contraire, à la recherche de ses organes d'expression, trouve les lois de sa propre dynamique et de son propre développement en lui-même et non pas par rapport au cadre des lois économiques et institutionnelles du système capitaliste ; il affirme son autonomie, son caractère unitaire et de masse en premier lieu dans l'affrontement avec l'ennemi de classe, le capital et l'Etat.

Pour nous, en effet, le mouvement de masse doit être considéré et conçu comme une réalité nouvelle et originale, ayant ses propriétés et ses exigences prioritaires. C'est la percée définitive de la troisième et de la plus importante dimension du combat de classe contemporain, après le parti et le syndicat. C'est ne pas comprendre les nécessités actuelles sur le plan stratégique, c'est tomber dans des erreurs liquidatrices sur le plan tactique, que de considérer le mouvement de masse uniquement en tant que fermentation instinctive, désordonnée, de foules ouvrières non majeures, qui, par leur radicalisme, pourraient offrir l'occasion d'un transfert de délégation et d'un changement d'avant-garde.

Une nouvelle avant-garde ne peut être victorieuse à l'intérieur de la classe que dans la mesure où elle l'est aussi dans la lutte de classes, avec les masses. L'erreur des groupes d'extrême-gauche consiste à

n'avoir pas vu dans le mouvement étudiant, dans celui des délégués et des conseils ouvriers, dans les commissions de journaliers agricoles du Sud, dans les embryons d'organisation de masse dans les quartiers, des éléments à développer, unifier et politiser prioritairement en se mettant au service du mouvement de masse. Ils n'ont vu dans ces mouvements que l'explosion spontanée de refus instinctifs, de heurts momentanés dont on se sert dans un esprit sectaire et de boutique. D'où cette vision simpliste suivant laquelle Agnelli, la police, le syndicat, le P.C.I., se trouveraient tous placés sur le même plan, en tant qu'instruments d'un projet unique d'oppression de la classe ouvrière.

Il est temps de tenir compte de la réalité et pas seulement de ses désirs. Il s'agit de se demander pourquoi les luttes extra-syndicales ou anti-syndicales ont provoqué un phénomène massif de syndicalisation, en même temps d'ailleurs que des mutations contradictoires dans la ligne syndicale, qui font parler de « renouveau du syndicat » en Italie. Il faut s'interroger sur ce que peut signifier pour le développement futur de la lutte de classes, l'existence de près de 100 000 délégués élus, organisés en milliers de conseils de fabriques et de comités d'ateliers, d'un âge moyen inférieur à trente ans, issus des luttes, contrôlés par une base exigeante, vigilante et radicalisée. Il n'est possible de répondre à ces questions qu'au terme d'une analyse des données économiques et sociales de la situation italienne.

La révolution industrielle italienne

Entre 1951 et 1968 l'Italie a connu une mutation économique et sociale qu'on peut véritablement qualifier de **révolution industrielle**. Durant cette période, le nombre des personnes attachées à une activité agricole a diminué de moitié, tombant de 8 270 000 à 4 150 000. Le nombre des personnes attachées à l'industrie est passé de 4 200 000 à 7 800 000, soit 3,6 millions d'ouvriers en plus. Le secteur tertiaire a doublé, montant de 3 500 000 à 7 000 000 d'employés. Le taux de croissance industrielle s'est maintenu à environ 8 % par an alors qu'en même temps la population scolaire passait d'à peine 5 millions à plus de 8. Ainsi se développait une structure industrielle moderne, de niveau européen. Mais cette croissance était en grande partie la conséquence d'une défaite historique de la classe ouvrière aux dépens de laquelle se bâtissait la puissance d'un bloc patronal varié et composite. Le chômage, l'émigration du Sud vers le Nord, les bas salaires, l'absence d'une force ouvrière capable de s'opposer à l'exploitation intensive et despotique permirent un processus d'accumulation : expansion dans les secteurs de pointe (automobile, pétrochimie, métallurgie), développement agressif de nouveaux secteurs industriels (électroménager par exemple), urbanisation anarchique basée sur une gigantesque spéculation immobilière et entraînant les industries complémentaires du bois, du verre, des matériaux de construction ou du ciment.

Dans ce cadre, des secteurs capitalistes « mûrs », comme l'industrie textile, pouvaient trouver leur place ; les miettes du miracle pouvaient satisfaire une industrie alimentaire, arriérée, presque artisanale, apporter l'oxygène nécessaire au maintien d'un secteur de distribution archaïque, irrationnel, dispersé et coûteux ; des structures agraires, faibles, parasitaires, incapables d'une évolution capitaliste, réussissaient à survivre grâce au protectionnisme, à la politique des prix et aux subventions de l'Etat.

Cependant, la fin des années 50 et les premières années 60, virent surgir des contradictions fondamentales au sein de cet équilibre, sous l'effet de deux poussées quasi-simultanées : d'une part, la reprise de la lutte des classes dans les campagnes et les usines, liée à une forte revendication salariale trop longtemps réprimée et repoussée à plus tard ; d'autre part, l'abandon du protectionnisme et l'impératif concurrentiel au sein du Marché Commun.

Dès lors, afin d'instaurer un nouvel équilibre stable, il fallait surmonter et limiter les contradictions du front patronal, par la suppression partielle des couches les plus retardataires, par la restructuration et la récupération de nouveaux secteurs plus facilement adaptables. De plus, par une stricte politique des revenus, il fallait freiner la poussée des masses prolétariennes, afin de les laisser disponibles à la rationalisation technologique et à la restructuration sectorielle. Politiquement, l'ouverture vers les socialistes, à laquelle s'était opposé en vain en 1960 la tentative autoritaire de Tambroni, avait pour but d'atteindre ce nouvel équilibre en instaurant **une nouvelle frontière** pour les ambitions kennedyennes du capitalisme italien. Le choix du PSI de s'engager dans les expériences gouvernementales, sans toutefois rompre avec les communistes au sein de la CGIL, marquait la tentative d'attirer ce syndicat vers une ligne modérée et de le dévoyer vers la collaboration de classe. Ainsi, à l'offensive de classe du début des années 60 correspondait une réaction toute en retrait de la part des organisations syndicales et politiques ; celle-ci se manifesta dans la nouvelle façon d'envisager « le dialogue constructif entre syndicats et directions des entreprises ».

Au cours des discussions entre l'industrie d'Etat et les syndicats pour le renouvellement des contrats de travail des métallos, fut signé en 1962, un protocole qui allait devenir le préambule de la quasi-totalité des contrats et ne sera éliminé que par les luttes de 68-69. Ce protocole prétendait constituer « le premier exemple italien d'un code des relations industrielles, dans lequel les parties sociales préfigurent un modèle d'articulation contractuelle dont le pilier fondamental est le principe même de la trêve destinée à rationaliser toute l'activité syndicale... ». Les poussées bureaucratiques et centralisatrices s'accrochèrent en même temps que s'affirmait la politique salariale des primes à la production, des bonis, des cotations par postes, du monnayage des cadences. La création de comités paritaires techniques dans les entreprises visa à constituer l'instrument de l'intégration ouvrière



au processus de rationalisation technologique. En même temps s'instaura un certain rapport effectif avec la programmation gouvernementale dont la conséquence inévitable ne pouvait être qu'une acceptation de fait de la politique des revenus, même si celle-ci était refusée en paroles.

Récession et surexploitation

C'est dans cette situation de recul, de modération, de défense, que les syndicats subirent le choc de la récession des années 64-65. Devant cette situation, une impitoyable ligne productiviste fut imposée par les industries de pointe les plus importantes, Fiat, Pirelli, IR1, Montecatini-Edison : coupes sombres et restructurations dans les secteurs arriérés de l'économie, concentration des investissements de rationalisation dans les entreprises susceptibles d'atteindre une taille européenne, abandon des zones défavorisées (le Sud surtout) au profit des grands pôles industriels du Nord où les infrastructures de production permettaient de réduire les effets des variations économiques. Parallèlement, l'Etat élaborait des plans d'austérité en freinant brutalement les dépenses sociales (écoles, transports, logements populaires ou hôpitaux), déjà terriblement insuffisantes.

Pour la classe ouvrière, pour les masses laborieuses, ce fut le chômage, le blocage des salaires, la stricte subordination aux exigences de la productivité dans l'usine. Les structures de décision furent le plus possible éloignées des masses ; on opéra la séparation la plus catégorique entre politique et vie sociale. Les syndicats, affaiblis, sur la défensive, ne réussirent ni à s'opposer à l'offensive sur l'emploi et les salaires, ni à freiner l'exploitation.

C'est ainsi que les nombreux contrats nationaux signés de 1964 à 1966 ratifièrent pratiquement le blocage des salaires ; ils contenaient également des préambules limitant la politique des contrats par entreprise et incluant l'acceptation de fait de la trêve sociale dans l'intervalle entre deux contrats, intervalle qui tendait à s'étendre de deux à trois ans. En 1964, un contrat très dur fut imposé aux 400 000 travailleurs du textile, avec une grave menace de licenciement ou de mise à pied pour 90 000 d'entre eux ; il en alla de même pour les 460 000 travailleurs de la confection, pour les 250 000 de la chimie. L'attaque fut aussi dure dans le secteur public : d'une part aucun avantage ne fut obtenu, d'autre part les conditions de travail et de salaire empirèrent au moment même où s'esquissait la première tentative concrète de limitation du droit de grève, en direction des cheminots, des travailleurs des transports publics, des enseignants, des employés de l'Etat et des administrations locales.

En 1965, le contrat dans le secteur du caoutchouc fut une brusque revanche de Pirelli qui allait la payer cher dans les années suivantes. En 1966 encore, alors que dans les secteurs moteurs de l'économie, la tendance était à une nette reprise (automobile + 16 %, métallurgie + 7 %, mécanique + 10 %, chimie + 16 %, caoutchouc + 11 %), des contrats visant

des catégories importantes de travailleurs (1 300 000 dans la mécanique, 1 000 000 pour les emplois municipaux) furent encore des **contrats-guillotines** liés à l'ancienne conjoncture.

Au niveau institutionnel, tout se passait en tractations humiliantes, en marchandages visant à réduire le nombre des licenciements, en questions au Parlement contre la fermeture de telle ou telle entreprise, mais il faut vérifier ce qui se passait réellement au niveau des principales firmes. Certains chiffres sont significatifs de l'intensification de l'exploitation réalisée sous le couvert de cette conjoncture.

Chez Fiat, en 1964, en pleine phase de récession, la production d'autos diminuait de 1,5 %, les productions annexes de 2,53 %. Les réductions d'horaires et l'arrêt des versements à la caisse de chômage firent retomber sur les travailleurs et l'Etat le poids de cette diminution de production. Parallèlement, un processus de réorganisation était mis sur pied. En 1965, dans la même conjoncture, le chiffre d'affaires de la Fiat passait tout de même de 14 à 24 milliards de lires, la productivité par ouvrier de 426 à 461. En 1966, nette reprise : la production de véhicules augmentait de 17 % et le personnel s'accroissait de 11 000 travailleurs.

Pirelli, bloquant en 1964 le travail aux pièces, diminuait les salaires de 8 à 10 000 lires par mois, au moment même où il s'engageait dans un vertigineux processus de « rationalisation et d'intensification » du travail ; il réussit à doubler sa production avec le même nombre d'ouvriers. On comprendra mieux certaines des luttes qui se sont déroulées dans les fibres artificielles (Rhodiatoce, SNIA, Châtillon), si l'on sait qu'entre 1963 et 1966, la production augmenta de 43 % avec une main-d'œuvre stationnaire. Dans la métallurgie (Italsider, Cogne, Falk, etc.), durant la même période, on vit la production augmenter de 36 % et le nombre d'emplois diminuer de 0,1 %. Au total, tandis qu'entre 1961 et 1964, le nombre des emplois dans l'industrie avait augmenté de 8 % et la productivité de 4,1 %, entre 1964 et 1967, le nombre des emplois industriels diminua de 4 %, mais la croissance de la productivité fut tout de même de 7,7 %. Durant ces trois années, la perte de 725 000 emplois dans l'industrie fut un coup très dur pour la classe ouvrière des grands centres industriels, touchée par le chômage, l'exploitation intensive et le blocage des salaires. Si dans le nord du pays la reprise de l'expansion se traduisit, en 1967 et 1968, par une croissance de l'emploi, malgré quelques bavures localisées, dans le Sud, en revanche, la situation n'a cessé de s'aggraver de façon dramatique.

En effet, en même temps que l'exode rural s'accélérait (120 000 personnes actives en moins pour 1968 dans le secteur agricole), on assista à une réduction du nombre d'emplois dans l'industrie (40 000 en moins). En 1969, 30 000 postes industriels supprimés s'ajoutèrent aux 60 000 départs de l'agriculture. L'émigration reprit de plus belle : 246 000 en 1968, 208 000 en 1969. Plutôt que vers l'étranger, ces lots d'immigrants se dirigeaient vers Turin, Milan, les

grands centres industriels du Nord. Dans ce Midi sans espoir, pauvre et sans travail, qui avait vécu tant d'années sur de belles promesses d'industrialisation, on s'explique les explosions de colère violente et destructrice, émergeant comme la petite partie visible d'un énorme iceberg de désespoir et de fureur se mouvant dans les profondeurs. C'est Isola di Capo Rizzuto, Cutro en Calabre, où à l'automne 1967, se produisirent des heurts violents, l'occupation des terres et l'incendie de la mairie. C'est Battipaglia, en Campanie, avec son insurrection populaire, Avola avec ses journaliers, morts sur les barricades. Plus récemment, Reggio Calabria et L'Aquila, symptômes les plus voyants, les plus criants, les plus significatifs aussi d'une révolte violente et de masse.

Des luttes dans l'entreprise à la généralisation

La reprise de l'émigration vers le Nord sur une large échelle accentue tous les drames sociaux dans ces grands agglomérats industriels qui n'ont ni logements, ni services, ni structures sociales capables de résister à une augmentation galopante de la population : les baraquements, l'augmentation des loyers, l'absence d'écoles maternelles, les écoles surchargées et inefficaces, les hôpitaux congestionnés, les transports insuffisants, ce sont autant d'éléments d'aggravation de la condition ouvrière.

De plus, la « rationalisation » capitaliste ne signifie pas seulement une exploitation intensive du travail, mais aussi la refonte des unités de production et les licenciements. Tout le secteur textile par exemple voit se combiner surexploitation et chômage. Certaines luttes significatives comme à Marzotto di Valdagno ou dans certaines zones du Piémont (dans la région de Verbanò, près de Biella), sont directement liées à cette restructuration qui menace la population de zones entières et par-là même donne une grande ampleur sociale aux luttes. La crise de reconversion dans les chantiers navals de Gênes et de Trieste, à l'automne 1966, les luttes à l'Italcantieri de Montefalcone et l'occupation des chantiers San Marco à Trieste, en 1968 et 1969, ont été les détonateurs de grandes manifestations populaires. Il en a été de même pour la lutte très dure des chantiers navals de Palerme, point de départ de grèves générales s'étendant à toute la ville. La restructuration en des ensembles complexes, textiles et chimiques, de petites et moyennes entreprises, a constitué dans la province de Pise, le centre d'une agitation violente et continue, tandis qu'un mouvement étudiant, représentant une force sociale assez importante dans l'ensemble de la population (l'École Normale de Pise regroupe des étudiants venant de diverses régions d'Italie), y entretenait depuis plus de deux ans un climat de heurts et de luttes. La relation entre rationalisation du travail et refonte sectorielle, la simultanéité de la révolte contre un travail excessif et de la lutte pour l'emploi, sont de sérieux éléments de généralisation. On l'a bien vu en 1968, lors des grèves parties du textile de Marzotto à Valdagno, de la lutte de la Rhodiatoce à Verbanò, de celle de l'Italcantieri à Monfalcone.

Plus généralement, lorsqu'on prend en compte la domination de l'usine sur la société, le contrôle de plus en plus étroit des « entreprises-pilotes » sur le tissu économique, social et politique, lorsqu'on y intègre la conscience aiguë qu'a la classe ouvrière de la globalité de sa situation de subordination et d'aliénation dans le travail et dans la vie, lorsqu'on ajoute à cela le caractère d'avant-garde des luttes dans ces « usines-pilotes », on a alors déterminé les causes du processus de généralisation des luttes ouvrières, les causes de leur liaison avec la population qui, par ses comités, ses manifestations, ses grèves générales, appuie les actions nées à l'intérieur de l'entreprise.

Cette analyse se vérifie principalement en ce qui concerne les grandes firmes. En mai-juin 69, la Fiat de Turin n'a pas seulement animé et mobilisé, les autres usines turinoises, les quartiers, toute la ville ; par sa lutte exemplaire, elle a été l'avant-garde véritable et le point de référence de tout le prolétariat italien. Pirelli n'a pas seulement fait connaître et rendu crédibles certains modes efficaces, originaux et avancés d'organisation ouvrière, mais l'entreprise est aussi devenue le moteur d'une contestation anticapitaliste générale dont le meilleur signe fut le déploiement des cortèges ouvriers allant assiéger le « Pirellon », cet énorme gratte-ciel moderne qui abrite la direction Pirelli en plein cœur de Milan, symbole physique du pouvoir des pharaons capitalistes.

Mais ceci est aussi valable pour des usines de taille plus modeste, lorsqu'elles ont une position « dominante » dans un secteur ou une région économique ou sociale. C'est le cas de la Cogne dans le Val d'Aoste, de Ferrero dans la province de Cuneo, de Michelin à Trente, de la Pettinatura Italiana pour les entreprises textiles de la région de Biella (dans l'été 1969), de Piaggio pour la province de Pise. On pourrait multiplier les exemples.

Les limites de la généralisation

Cette généralisation a cependant connu de graves limites. Moment de solidarité ou « imitation » spontanée, elle a pu réussir dans ses moments les plus forts, à réaliser l'unité des journaliers et des chômeurs du Sud avec le prolétariat du Nord : ce fut la grève générale à Turin après les assassinats d'Avola et de Battipaglia. Mais cette convergence ne s'est la plupart du temps réalisée que sur des positions défensives, contre la répression par exemple ; elle n'a pris que les formes précaires et ponctuelles d'une grève générale, d'une manifestation, d'un défilé, d'une révolte populaire d'un ou deux jours. Il manquait à cette généralisation et un contenu positif, et les nouveaux instruments de masse qui auraient permis aux luttes de déboucher sur une mise en cause globale de la société.

L'organisation du front social anticapitaliste a échoué : entre les ouvriers de diverses entreprises et de différentes catégories, entre la population des quartiers, les ouvriers et le mouvement étudiant, entre les techniciens, les employés et la classe ou-



rière, entre les chômeurs et les travailleurs, le prolétariat agricole et les ouvriers d'usine, entre tous ces éléments, il existait des potentialités d'unification. Il y avait des organismes embryonnaires, un climat général, mais la fusion ne s'est réalisée qu'épisodiquement et dans un nombre restreint de cas. Cette unification ne pouvait être réalisée, ni par le Parti « en soi », même pas par un parti révolutionnaire qui aurait dû agir pour sa réalisation, ni par le syndicat car, malgré la forte politisation qu'il a peu à peu assumée, il ne peut dépasser les limites intrinsèques d'une organisation volontaire des travailleurs, groupés par catégories pour la défense de leur force de travail. Seules pouvaient aller dans le sens de l'unification les instances du mouvement de masse : conseils d'usine, comités de quartier, comités de base étudiants, commissions communales de travailleurs journaliers. D'où le déséquilibre entre d'une part, les potentialités politiques d'un mouvement général de luttes sociales, non revendicatives, non legalistes et d'autre part, l'inexistence d'organisations dans lesquelles le mouvement puisse s'incarner, trouver efficacité et permanence. Ce déséquilibre, on l'a constaté dans toute son acuité, durant l'été 69 à Turin, lors de la grève générale du 3 juillet, point culminant de la lutte de la Fiat et de l'agitation populaire dans les quartiers.

J'écrivais alors dans **le Manifesto** : « Le mouvement de masse qui se développe à Turin est suffisamment radicalisé et ancré chez les travailleurs pour atteindre une dimension politique générale, qu'il ne réussit cependant ni à dominer, ni à développer sous sa conduite et selon sa propre logique. Maître de lui et solide, lorsqu'il se trouve sur son terrain d'origine, dans la spécificité de l'atelier ou du quartier, le mouvement semble rencontrer des difficultés et des limites insurmontables, dès que ses responsabilités s'élargissent. Les organismes de base dans lesquels les masses ont commencé à se mettre en mouvement, à décider, à goûter du pouvoir, n'ont pas encore débouché sur un processus de commandement démocratique, — combinaison des assemblées générales et de leurs délégués —, capable de structurer et de centraliser une volonté et un comportement de masse. C'est à cette condition cependant que la généralisation ne se traduirait pas par une délégation de tous les pouvoirs à ces « avant-gardes » qui ne sont en mesure de fonctionner qu'en tant que détonateurs ponctuels ou d'intermédiaires auprès des corps institutionnalisés ».

C'est sans aucun doute la non-stabilisation des alliances sociales en organes de masse qui ouvre les brèches les plus graves dans l'offensive anticapitaliste. Les maillons faibles apparaissent clairement : difficulté des rapports entre les ouvriers du Nord et les masses méridionales ; difficultés des convergences entre les milieux urbains prolétariés (techniciens, employés, travailleurs de la fonction publique) et la classe ouvrière ; difficulté de la jonction entre ouvriers et étudiants. La rupture apparaît d'autre part de plus en plus nette entre la lutte menée dans l'en-

treprise, que certains essaient d'isoler et de corporatiser et les objectifs d'un mouvement pour les réformes sociales conçu comme simple moyen de pression afin d'obtenir de bonnes lois au Parlement.

Des luttes de longue durée

Une caractéristique particulièrement originale de ces luttes est leur durée, pas tellement sous forme de grèves prolongées que sous la forme d'une guerre articulée de longue durée, qui fait parler de « luttes à l'infini ». Il faut aussi ajouter l'exceptionnelle capacité de reproduction des luttes, dans un irrespect total des accords signés, soit sur le plan national, soit sur le plan de l'entreprise. Le contrat n'est qu'un morceau de papier.

A cet égard, la lutte chez Pirelli est exemplaire : après trois jours de grève pour le contrat dans le caoutchouc (1^{er}, 2, 3 février 1968), c'est par des grèves d'atelier que démarre la lutte contre le travail aux pièces ; elle va durer du début juin jusqu'au 22 décembre 68. En février 69 s'ouvre une deuxième phase de lutte, sur les qualifications et contre les conditions d'insalubrité, qui se terminera le 1^{er} juillet. La troisième phase, sur les primes à la production, démarre le 20 août pour se prolonger jusqu'au 13 novembre. Cette caractéristique, que les industriels qualifient de « déplorable état conflictuel permanent », se retrouve aussi bien dans des entreprises comme Marzotto, Rhodiatoce à Pallanza, Fiat, Olivetti, Piaggio, Italsider que dans des milliers d'autres. La grève des 3 000 outilleurs d'Olivetti dure du 29 septembre au 9 décembre 67 ; la première phase de la lutte à la Rhodia en 68 dure trois mois ; la deuxième phase à Marzotto de novembre 68 au 21 janvier 69, avec un mois d'occupation de l'usine ; la lutte de l'Italcantieri à Monfalcone se prolonge du 23 octobre 68 au 27 février 69. A Piaggio de Pontedera, 6 000 ouvriers reprennent la lutte du 16 juillet au 16 octobre 70, alors qu'ils ont déjà obtenu six accords d'entreprises les deux années précédentes et ont participé aux trois mois et demi de luttes de « l'automne chaud », menées par les métaux. Les 40 000 ouvriers de l'Italcantieri arrêtent en septembre 1970 une lutte de quatre mois.

En plus de ces longues luttes dans chaque entreprise, il faut noter la durée de celles menées pour les contrats. Les luttes de l'automne chaud auxquelles sont mêlés 4,5 millions de travailleurs, se poursuivent de septembre à décembre, parfois jusqu'en janvier. De même la vague de renouvellements de contrats au début 70 dans le textile, le bois, les fibres artificielles, ouvre des périodes de lutte de deux à trois mois. Fin 70, début 71, le renouvellement des contrats dans le caoutchouc voit la catégorie des travailleurs concernés engager des luttes de plus de trois mois et demi.

Pourquoi des luttes aussi longues ? Pourquoi et comment se reproduisent-elles ? Il est nécessaire de rechercher les motifs de la création de ce processus de lutte continue. Cet état permanent de conflit va de l'agitation dans l'atelier à la lutte dans l'entreprise

entière, trouve ses moments de relance à l'occasion de grèves générales (pour les retraites, les réformes, contre les zones de salaire, contre la répression), qui apportent aux équipes et aux ateliers de nouveaux matériaux pour repartir vers de nouvelles généralisations. Le patronat répond au blocage d'un atelier par des milliers de mises à pied ; aux mises à pied dans l'entreprise, c'est une ville, une région, une catégorie de travailleurs qui répondent par la grève générale ; ainsi s'effectue la relance de la lutte, de l'atelier à l'entreprise et à la province. Ces dernières années, si la lutte pour les contrats de catégorie n'a presque jamais progressé à coups de grèves nationales, elle a par contre largement utilisé l'autogestion par la base d'heures programmées de grèves, dégageant ainsi la route vers les grèves articulées qui éclatent à l'improviste dans chaque entreprise. Elle trouvait d'autre part des moments d'unification de toute la catégorie dans des manifestations imposantes, comme celle de 60 000 métallos à Turin ou de 100 000 à Rome, comme encore à Milan en novembre 1970 le défilé de 50 000 ouvriers qui réalisait la jonction de très dures luttes d'entreprise (18 000 ouvriers d'Alfa-Romeo durant cinq mois, chez Borletti, Falk, etc., cinq mois de lutte articulée) avec la lutte pour les contrats des travailleurs du caoutchouc (Pirelli) et du plastique.

Sous ces divers aspects, cette durée et cette reproduction de la lutte ouvrière représentent précisément, dans la lutte sociale italienne, la caractéristique politique, l'ébauche de « stabilisation dynamique » d'une lutte de classe ample et multiforme, d'une lutte articulée, d'une lutte populaire à dimension régionale. Ainsi peuvent se dégager les caractères propres d'un mouvement de masse qui déclenche « un long processus social, une action de minage du sol de cette société qui doit être entièrement retourné et ratissé pour transformer radicalement l'ordre apparent en chaos et le chaos apparemment anarchique en un ordre nouveau » (Rosa Luxemburg).

Une révolution culturelle

La racine d'un processus aussi vaste, profond et prolongé, de l'effervescence collective de grandes masses, est politique : c'est l'accumulation de tensions violentes et irrésistibles au sein de la classe ouvrière et des couches annexes qui tend à renverser une condition de classe passive et dominée, à changer la condition d'objet social « en chair et en os », violé et déchiré depuis tant d'années, à la transformer en volonté active, agissant par des révoltes imprévisibles dans un processus d'autolibération. Face à cette force, se dresse une classe dirigeante qui, à travers ses institutions de domination et de contrôle, se trouve en crise profonde. Cette classe, économiquement et politiquement divisée, oscille entre la répression despotique et la capitulation humiliante. Mais ces deux issues relancent l'une comme l'autre le mouvement et lui donnent le sens concret de ses possibilités d'arracher et d'imposer ce qu'il veut : « la meilleure façon de demander quelque chose, c'est

de le prendre ». Les conséquences de la division de la classe au pouvoir, c'est la crise d'institutions déjà bien usées, c'est la défiance des masses envers les organismes représentatifs (commune et Parlement), ce sont les incertitudes et les divisions de la magistrature et de la police elle-même, c'est l'écroulement de l'institution scolaire. L'opposition institutionnelle (partis et syndicats ouvriers) est dérangée par le mouvement, par sa spontanéité, par les modes et formes nouvelles que prend une opposition sociale, qui n'offre plus la garantie d'un climat conflictuel bien réglé, de luttes prévues et contrôlées.

Les sujets sociaux représentent une inconnue pour le système et les institutions car leurs actions ne répondent qu'à leur logique propre. Et cette logique, c'est celle de leurs propres besoins unilatéraux et primaires ; c'est la logique visant à récupérer une identité sociale armée du pouvoir de se gérer elle-même, de gérer ses propres mouvements, armée d'une force capable d'agir sur les données d'une réalité (sociale, politique, économique) hostile, défavorable, inacceptable. Nous décrivions ceci, dans un texte de juillet 69, écrit dans le feu de la lutte chez Fiat : « La revendication immédiate, la plate-forme revendicative, la tactique syndicale ne sont pas en elles-mêmes essentielles ; ce qui est essentiel c'est de voir leur valeur en tant que simples instruments, en fonction de la nécessité de libérer ce mouvement qui active la créativité des masses. Observer et interpréter les luttes dans une autre optique, c'est risquer de ne faire que du syndicalisme en se transformant en conscience critique du syndicat. Nous ne devons pas craindre les accusations d'intellectualisme, d'idéalisme, si en plus des tensions dues aux besoins matériels et des modifications dans les rapports de force, nous collectons et exprimons la « révolution culturelle » intervenue dans la conscience des avant-gardes et des masses, si nous donnons sa place entière à « l'homme nouveau » qui se forme dans les équipes et les ateliers au travers des actions qui modifient la réalité de l'usine. D'autre part, dans cette période où s'engage un processus de transformation des rapports sociaux, l'ouvrier qui a vaincu les hésitations et les inhibitions dues à des années de passivité et de frustration, l'ouvrier qui est monté sur une chaise pour tenir une assemblée et diriger une lutte vit et ressent profondément les changements radicaux qui ont lieu en lui, dans sa conscience, son comportement et son destin. Les masses qui traversent en cortège les ateliers et « pavanent » en intimidant les chefs et en proclamant à haute voix la force ouvrière, ces masses prouvent concrètement qu'elles ont atteint un nouveau degré dans la prise de conscience politique. Lorsque les ouvriers, qui jusqu'alors cherchaient à fuir individuellement la Fiat, déclarent aujourd'hui que ce n'est pas le moment de s'en aller et font le choix de rester, ce n'est pas seulement parce que s'ouvre devant eux une perspective de solution collective à leurs problèmes, c'est aussi parce que les expériences de lutte, de solidarité, de pouvoir, apportent suffisamment à l'ouvrier pour qu'il affirme à présent que « cela



vaut la peine de rester ». Autrement dit, la conscience de classe a fait un bond tel que l'usine tend à apparaître non plus comme un lieu d'impuissance et d'aliénation, mais comme le lieu d'une libération possible. La solidification du « regroupement organique », au travers du refus de la fuite, la lutte contre les déplacements, la « dictature de la base » (c'est-à-dire l'existence de délégués sans délégation de pouvoir) vont de pair avec l'élévation des valeurs de solidarité et d'égalitarisme qui ne sont pas des idéaux moralisateurs, mais qui sont les éléments précis du contenu des luttes et du comportement des masses. »

Le mai rampant

Comment se fait-il alors que des luttes sociales aussi dures et aussi radicalisées n'aient pas débouché sur un choc frontal, classe contre classe, en une sorte de mai français ? Pourquoi en Italie, cette lutte s'est-elle présentée sous forme d'une longue guerre de mouvement, sous forme d'un mouvement de masse de longue durée, avec des instants de radicalisation extrême, avec des moments de retraite et d'attaque, en un va-et-vient âpre, rapide, mouvementé, prolongé et épuisant entre les classes en lutte ?

Pour répondre à ces questions, on peut avancer diverses hypothèses. On a parlé de la structure productive et sociale italienne, une structure très articulée, différenciée et ramifiée, qui n'a pas de mégapôle gigantesque comme Paris pour d'une part, centraliser la totalité du pouvoir politique, économique et financier et pour d'autre part, réaliser une puissante concentration de forces sociales dominées par le capital (travailleurs, étudiants, techniciens). C'est une donnée dont il faut tenir compte, tout en sachant, qu'à l'inverse, elle a permis une plus grande agilité des institutions, autant celles de la bourgeoisie que celles du mouvement ouvrier. Il ne faut pas oublier non plus que la classe ouvrière italienne avait tiré les leçons du mai français, dans ses aspects positifs et négatifs. La classe ouvrière italienne, pour qui se posait la question de s'engager dans une lutte très dure pour les salaires et contre l'exploitation, devait peser ses forces et ses maigres réserves de résistance avec « la petite balance du pharmacien », comme disent les ouvriers de Pirelli ; elle devait trouver quelle était la lutte la moins coûteuse pour les ouvriers et la plus coûteuse pour les patrons. En outre, il ne faut pas perdre de vue la grande importance pour le mouvement ouvrier italien, de la lutte contre l'organisation capitaliste du travail, lutte qui exige certaines formes d'action directe sur le travail lui-même.

Il faut enfin garder présent à l'esprit les rapports difficiles certes, mais presque jamais interrompus, du syndicalisme avec le mouvement ; celui-ci, désarçonné, entraîné et transformé par le mouvement, garde cependant une certaine capacité de le diriger, par suite de la présence, minoritaire mais active, d'un filet de syndicalisme de gauche, assez voisin d'un syndicalisme révolutionnaire, qui trouve dans le mouvement de larges possibilités de s'exprimer et de vérifier sa ligne. Ce courant de gauche (marqué surtout

dans la FIOM, dans la FIM et dans la fédération CGIL des salariés agricoles) conteste la modération des bureaucraties, la concertation avec le gouvernement pour la planification, l'orientation axée sur les seules revendications de salaires ; il se définit par l'exigence de la démocratie syndicale, par la liaison entre la lutte pour les salaires et la lutte pour le pouvoir, par son opposition au syndicat-institution dans l'Etat ou l'entreprise, par sa recherche d'actions articulées sur des objectifs qualitatifs (cadences, qualification, conditions de travail).

Tout le développement des luttes en Italie se produit au travers d'un enchevêtrement complexe et dialectique où se mêlent les incitations du mouvement étudiant et des groupes extra-parlementaires, les puissantes initiatives spontanées des masses et l'élasticité des directions syndicales. Mais pour bien saisir les racines du développement de la lutte ouvrière, de ses revendications et de ses formes de lutte, il faut savoir que la caractéristique politique du « Mai rampant » a été l'attaque obstinée, dure, menée jusqu'au bout du rapport salaire-productivité, par une classe ouvrière qui cherchait par tous les moyens la satisfaction de ses importantes exigences salariales, suite aux contrats de « conjoncture » et refusait de se résigner à la « rationalisation » despotique et féroce de l'exploitation.

Le groupe du P.S.I.U.P. qui a travaillé ces dernières années sur la Fiat était issu d'une expérience de travail de masse effectué dans les usines du textile de la région de Biella où il avait organisé un mouvement politique contre la réorganisation du travail et l'introduction des bonis. A partir de cette expérience (1962-1965), ce groupe avait fait les observations suivantes : « le conflit entre travailleurs et capitalistes perd de plus en plus son caractère de lutte contre l'injustice dans la distribution des revenus, alors même que l'inégalité dans la production de la richesse apparaît avec une évidence de plus en plus marquée. En effet le conflit est en train de quitter l'objectif d'une meilleure répartition du revenu, (plus de salaire, moins de profit) pour aller vers la contestation du mode de production lui-même (l'ouvrier refuse d'être une machine productive entre les mains du patron). En ce sens, la lutte ne se porte pas seulement sur le seul prix de la force de travail en tant que marchandise (donc sur le salaire) ; elle se porte aussi sur les conditions d'utilisation de cette force de travail, considérée par le patron comme une marchandise qu'il a achetée et qu'il peut utiliser à son gré. Cela se manifeste dans la lutte et dans la recherche de la liberté et de l'autonomie de l'ouvrier : il entend s'autogouverner et décider lui-même de son sort. Par conséquent cette lutte apparaît comme le heurt entre deux pouvoirs pour créer et imposer de nouveaux rapports de force dans l'entreprise. « D'où la « guérilla ouvrière dans l'entreprise » capable de répondre immédiatement et en plusieurs endroits aux initiatives patronales, d'où l'exigence « naturelle » de nouveaux instruments ramifiés pour l'autogestion des luttes, (le lieu où naît le conflit doit être celui où se décide la

direction ouvrière de la lutte). Dès ce moment, nous avons estimé que l'assemblée, les délégués d'atelier, le comité d'usine, étaient des structures aptes à soutenir une lutte politique de masse, les instruments organisationnels de la révolte ouvrière contre la rationalité techniciste et tyrannique de « l'utilisation capitaliste de la machine. »

Briser le rapport salaire-productivité, c'est pour la classe ouvrière s'attaquer aux barreaux de la cage maudite qui emprisonne l'ouvrier. Dans les années précédentes, le poids de la part « variable » dans le salaire, s'était accru, qu'il s'agisse du travail à la pièce et des bonis, des primes de production, de l'éventail des qualifications, du salaire par poste, des indemnités de nocivité, de risque et de désagrément, comme des augmentations au mérite. Cela tenait à une ligne syndicale bien précise qui assumait « le progrès technique » en tant que progrès objectif et positif, d'une ligne syndicale qui se proposait de « transformer le progrès technique en progrès social », autrement dit une ligne syndicale dont l'objectif était de recueillir les miettes de l'augmentation vertigineuse de la productivité.

« Plus de salaire, moins de travail », « plus de salaire, moins de travail et un travail varié », voilà les mots d'ordre du « Mai rampant » italien. Il s'agit d'augmenter le salaire de base, de réduire au minimum toute rémunération liée aux cadences ou aux conditions de travail, pour permettre les actions et la contestation de l'organisation capitaliste du travail, diminuer les rythmes, refuser la nocivité, lutter contre la division du travail. L'analyse que nous avons mise en avant chez Fiat, des milliers et des milliers d'ouvriers l'ont faite à travers l'expérience directe. « L'usine où l'ouvrier pénètre aujourd'hui n'est plus celle qu'il a quittée hier à la fin de sa journée de travail. L'usine change ; les perpétuelles transformations technologiques réparties aux points-clefs de la production modifient globalement le cycle de production et, par conséquent, la condition des ouvriers. En face de cette offensive constante, la riposte ouvrière ne peut être différée dans le temps, ne peut être remise de mois en mois, d'année en année pour coïncider avec les échéances contractuelles. La lutte ouvrière dans une entreprise qui change est quotidienne; c'est une lutte qui s'articule sur les ateliers et serpente au travers des unités de production en dehors des procédures institutionnelles. « Il ne s'agit donc pas d'une lutte destinée à faire pression pour l'obtention de droits écrits, il s'agit d'une lutte « sur le travail », pour des objectifs qui se réalisent déjà partiellement dans des formes de lutte tels que l'autolimitation de la production, le refus des heures supplémentaires, dans les luttes articulées par équipe et par atelier. « Et ces luttes sur le travail, les grèves tournantes autogérées, en plus de l'effet de boule de neige qu'elles ont sur toute l'organisation de l'usine, donne naissance à une organisation ouvrière au sein même de la structure de production. »

C'est pourquoi « l'état permanent de conflit » ne se développe pas seulement sous la forme d'une

action défensive des ouvriers, opposée aux initiatives « rationalisatrices » du patron ; il se développe également par l'addition de ces actions de « riposte » et du comportement offensif des ouvriers qui visent autant le refus de la transformation en cours que la contestation de toutes les transformations subies et acceptées dans le passé. Le cumul de ces deux types de combativité accélère, intensifie et multiplie les conflits .

La politique de la lutte.

Parallèlement, deux processus dynamiques naissent dans la classe ouvrière. En premier lieu, la diffusion d'une logique offensive dans laquelle l'objectif acquis, la victoire, l'accord, ne débouchent pas sur une accalmie béate, mais deviennent un stimulant pour de nouvelles luttes, de nouvelles conquêtes : « Les contrats ne sont rien d'autre que des bouts de papier; il n'y a plus de « loyauté » ; « plus les ouvriers en ont et plus ils en veulent. »

En deuxième lieu, apparaît un processus progressif de politisation de la lutte. Très souvent, l'objectif avancé, la revendication, sont simplement des prétextes, des moyens. Le but réel est de créer cette situation particulière où chacun savoure le prix de la solidarité, le sentiment de sa propre force, l'éclatement de la hiérarchie dans l'entreprise. Cette situation particulière naît au cours de la lutte par sa gestion collective à la base au travers des assemblées, par les actions directes et improvisées, par la découverte de nouvelles méthodes, plus ingénieuses, de communication. Par l'insubordination et le refus, cette lutte brise la tyrannie de l'entreprise en tant qu'institution politique et sociale et permet à la classe ouvrière de s'identifier comme sujet libre d'exprimer son autonomie propre. La collectivité de travail se transforme d'objet passif en sujet qui décide, qui choisit ses buts et mesure les moyens pour les atteindre, en se basant sur l'action collective directe. Lorsque les industriels accusent parfois les travailleurs de lutter pour le seul plaisir de lutter, il y a un fond de vérité. En fait, le poids des dures conditions de travail, l'importance des besoins matériels vitaux constituent le moteur puissant de l'agitation et des grèves.

Quant à lui, le mouvement étudiant ne se contente pas de lancer les grands thèmes de l'anti-autoritarisme, des assemblées, de l'action directe de masse ; par les occupations d'universités, les humiliations d'enseignants, il contribue au bouleversement de l'ordre institutionnel ; par les grandes manifestations de masse, il s'expose à un heurt frontal avec l'appareil répressif de l'Etat. A Rome, en février 68, l'affrontement de « Valle Giulia » a révélé la face odieuse, de pure et brutale violence qui est celle de l'Etat. A Turin, un cortège étudiant pénétra chez Fiat, secteur Grandi Motori, mit des drapeaux rouges sur les machines, dessina des faucilles et des marteaux sur les murs avant de ressortir.

De la même façon, le heurt violent contre l'Etat répressif est une tradition de toujours pour les mas-



ses méridionales. Le titre d'une revue patronale : « De l'occupation des terres à celle des chaînes de montage », indique bien qu'à l'origine du caractère « sauvage » de la lutte ouvrière, il y a aussi la tradition méridionale de révolte, qui se maintient lors de l'entrée des masses prolétariennes et paysannes du Sud dans l'univers de la grande entreprise.

Gramsci appelait « légalité » industrielle la capacité du syndicat de « signer des pactes et de les faire respecter ». Si cette légalité industrielle avait grande importance dans l'usine de 1920, elle a aujourd'hui une importance infiniment plus grande dans l'organisation capitaliste des grandes usines de la chimie et de l'automobile. Se plaignant d'une grève sauvage, née dans un atelier quelques semaines après le renouvellement du contrat, les dirigeants d'une grande entreprise, la S.N.I.A., affirment, peut-être avec exagération : « Une seule minute d'arrêt de travail nécessite seize heures de remise en train pour que les installations recommencent à fonctionner à plein ». Dans ces entreprises où les résultats économiques sont tellement liés à une coopération sociale régulière, organisée au travers du despotisme technologique et bureaucratique, l'insubordination ouvrière devient tout de suite une illégalité et un comportement qu'il faut pénaliser par la force : ce sont tout de suite les amendes, les licenciements, les lock-out. Comme à la force répond un comportement de violence, c'est un cycle d'escalade vertigineuse, c'est l'illégalité de masse qui se heurte à l'appareil répressif de l'Etat.

C'est pourquoi les luttes ont perdu tout rapport avec les rites et la juridiction des contrats, avec les procédures de préavis. Elles éclatent comme expression des besoins ouvriers dans une irresponsabilité totale vis-à-vis de la légalité industrielle. Le non-respect des accords et l'état permanent de conflit, le non-respect des procédures et l'action directe, le non-respect des règles récompensant le travail discipliné et l'autolimitation du rendement, tout cela correspond à l'élaboration d'une lutte directement politique qui tend à coincer le syndicat. D'où cette définition d'une revue économique du capitalisme le plus avancé : le « **syndicat sauvage malgré lui** ». Cette contradiction marque bien la contradiction permanente entre un instrument de lutte, mais aussi de négociation, qui se doit donc d'être « solvable » et un instrument de lutte qui doit avoir la fonction de « conseil ouvrier », c'est-à-dire un instrument qui, suivant Gramsci, « tend, par sa spontanéité révolutionnaire, à déclencher à chaque moment la guerre de classe. »

De ces grands mouvements de masse qui ont secoué l'Italie, de leurs caractéristiques propres et du niveau même des luttes, ressortent clairement et la faillite de la stratégie légaliste, gradualiste, économiste, parlementaire du P.C.I. et la possibilité de construire les éléments politiques et organisationnels, de faire mûrir dans les masses, la stratégie alternative du mouvement politique de masse.

Si aujourd'hui, après les grandes expériences de ces dernières années, je devais tenter de définir les

raits généraux de cette hypothèse stratégique, je ne changerais rien à ce que j'écrivais à ce sujet dans « **Problemi del Socialismo** », à l'automne 1968 :

« L'explosion des contradictions du capitalisme, la maturation offensive des masses, l'élargissement des luttes spontanées nous indiquent que le temps presse et que si l'on ne veut pas que la poussée des luttes sociales se transforme en catastrophe, il faut mener une dure lutte politique dans le mouvement ouvrier, parallèlement à la bataille contre l'adversaire de classe. Et c'est bien à ce moment-là que naissent les vraies difficultés, surtout dans des pays comme la France et l'Italie où d'une part se manifestent des tensions sociales radicales et où, d'autre part, se fait sentir tout le poids des partis communistes et des syndicats qu'ils influencent. Si ceux-ci ne répondent que difficilement aux tâches offensives, ils offrent cependant aux masses de solides garanties défensives. Il faut profondément réfléchir aux raisons pour lesquelles la classe ouvrière française, après avoir, dans la pratique et dans le mouvement de lutte, battu en brèche la ligne du P.C.F. et de la C.G.T., a continué par la suite, d'accepter le P.C.F. et la C.G.T. en tant qu'organisations et instruments de la classe. Opposer à l'organisation bureaucratique le spontanéisme anarchique, opposer à un parti puissant et modéré le parti du verbe extrémiste, c'est donner à la classe ouvrière, face au risque de rester désarmé, toutes les raisons d'apprécier encore plus ses vieilles armes émoussées.

La classe ouvrière sait bien que chaque faille qui se creuse dans sa force est aussitôt occupée par l'adversaire qui la talonne ; la classe ouvrière est trop exposée pour aller à l'aventure, pour courir le risque que la destruction des vieilles organisations inadéquates et bureaucratiques puisse coïncider avec la destruction physique de toute possibilité de défense. La classe ouvrière peut être amenée à subir une telle éventualité après une défaite, mais elle ne l'accepte jamais réellement.

Pourtant, si elles semblent donner raison au réalisme modéré des appareils, ces réactions d'auto-défense élémentaire provoquent l'intériorisation et donc l'aggravation des contradictions, ne font que retarder la solution des problèmes. Est-il possible de sortir de ce cercle vicieux ? Je ne sais pas s'il existe une réponse positive à cette question. Je crois cependant qu'il faut lutter et travailler aujourd'hui, avec toute son énergie, pour arriver à donner cette réponse. Pour cela, il faut faire progresser un processus difficile et complexe au cours duquel le degré de destruction des appareils bureaucratiques et réformistes, doit être proportionnel à la force nouvelle du mouvement, un processus au cours duquel la scission des forces réformistes mûrit conjointement à la conquête de l'unité des révolutionnaires en s'écartant aussi bien du conservatisme opportuniste que du prophétisme désarmé.

Mais on ne peut envisager ce processus que si la critique des tendances réformistes et des organisations modérées peut s'exprimer comme création immé-

diatée d'une nouvelle force au sein de la classe ouvrière ; on ne peut l'envisager que dans la mesure où la crise du parti ouvrier et d'une certaine direction syndicale ne s'ouvre pas sur le vide, mais est accompagnée par la construction d'un mouvement de masse, par la construction de conseils et de structures de démocratie directe, par la mise sur pied des instruments de lutte.

Le problème aujourd'hui n'est pas de créer de nouveaux partis ou de mener de sévères luttes bureaucratiques ; il est d'engager au sein du mouvement ouvrier une claire lutte politique, reflet et conséquence d'une lutte efficace menée sur le front des luttes contre l'adversaire de classe. Une nouvelle avant-garde ne peut être victorieuse à l'intérieur de la classe que dans la mesure où elle l'est aussi dans la lutte de classe, avec les masses.

Dans la mesure où l'alternative se présente entre un pouvoir où les masses exercent directement leurs forces contre les institutions et un pouvoir où la fonction légitime du gouvernement repose sur le principe de la délégation dans un Etat représentatif, il devient primordial de déterminer la place du mouvement de masse dans une perspective stratégique. A mon avis, stratégie des réformes et stratégie du mouvement politique de masse sont inconciliables, même si parfois l'une prend les mots de l'autre, c'est-à-dire même si la première stratégie prévoit et utilise des moments de forcing et de pouvoir, même si la seconde ne refuse pas les objectifs et les réformes. Mais en fait, le problème est autre.

La stratégie des réformes, au moins dans les formes que nous connaissons, si elle ne se dissout pas dans un réformisme de collaboration totale, se donne comme objectif d'agir sur le cours des choses. C'est la stratégie des programmes et des objectifs intermédiaires à effet déséquilibrant, qui assigne aux masses le rôle de force de pression. Dans cette stratégie, c'est en luttant pour les réformes que les masses feront la révolution. En réalité, par les rapports obligatoirement instrumentaux qu'elle établit avec les masses, par les délégations de pouvoir qu'elle sollicite, cette stratégie reste totalement intégrée aux mécanismes de régulation : elle ne peut sortir des règles du système ; elle aboutit à grossir le grand flot des tendances pacificatrices et contractuelles.

Une stratégie du mouvement politique de masse ne craint pas de mettre en avant un minimum programmatique puisque son objectif essentiel ne concerne pas les choses, mais les hommes. Elle vise à développer une conscience antagoniste à travers une lutte sociale spécifique, à faire naître un pouvoir directement exercé par les masses, à provoquer un processus de double pouvoir. Dans cette dualité de pouvoir, les masses construisent et utilisent des moments de libération où elles concrétisent leurs qualités réprimées et leurs forces inexprimées, des moments qu'elles ne veulent pas lâcher d'un pouce et qui, par conséquent, les poussent en avant encore et toujours.

Il est de bon ton aujourd'hui de parler de mouvement politique de masse ; on se sert de cette expression de tous les côtés, on la met à toutes les sauces alors que toutes les confusions sont favorisées par le caractère nécessairement encore imprécis de cette perspective stratégique, par suite de l'aspect limité et provisoire des expériences du mouvement. C'est justement pour tenter d'éviter de trop grosses confusions que je voudrais essayer d'indiquer schématiquement ce que je tiens pour les caractéristiques d'un mouvement politique de masse.

L'origine réside dans la spécificité de la lutte qui, dans les usines, mais aussi hors des usines, se signale comme « lutte sur le travail », c'est-à-dire une lutte qui n'attend pas la signature du contrat, une lutte qui contrôle et modifie de fait les conditions de travail, une lutte qui, par conséquent, se manifeste comme une insoumission permanente, brisant les contraintes « politiques » qui régularisent et disciplinent le travail. Lorsqu'on se réfère à l'expression « de masse », on n'inclut pas seulement, et même pas principalement, une signification numérique et un caractère quantitatif, on veut plutôt indiquer la qualité d'un mouvement qui tire sa force, sa valeur et sa signification du lien très étroit avec une condition sociale très précise.

Et c'est de ces considérations mêmes que dérivent la possibilité et la nécessité d'une politique de masse. Autrement dit, les masses ne bougent pas seulement sur la base de motivations liées à la lutte économique ; mais, de la lutte spécifique, des combats sociaux et politiques qu'elles mènent en commun, les masses peuvent dégager d'elles-mêmes, la nécessité clairement exprimée de la lutte politique révolutionnaire. De là découle très clairement une nouvelle manière de concevoir le rapport entre spontanéité et organisation, le rapport entre avant-garde et masse ainsi qu'une relation nouvelle entre lutte politique et lutte syndicale.

Il est enfin important de noter la caractéristique du mouvement anti-institutionnel : il a pour objectif son propre développement et son propre pouvoir, conçu non pas comme une force de remplacement, se lamentant sur son sort, mais comme un pouvoir de fait qui change directement les choses. C'est un mouvement qui refuse délégations et trêves, qui n'accepte pas la codification des rapports de force, qui refuse de se doter des institutions d'un pouvoir nouveau statique et fixé une fois pour toutes. Autrement dit, le mouvement négocie beaucoup de choses, petites et grandes, mais il refuse de se marchander lui-même, il refuse tout accord visant à définir et à limiter le domaine où sa légalité serait tolérée. »

Cette analyse pourrait s'enrichir aujourd'hui de toutes les expériences vivantes et originales, de tout l'apport créateur qui a renforcé le patrimoine théorique et pratique du mouvement ouvrier après les luttes du « Mai rampant ».